



Ministère des Affaires Etrangères, de
l'Intégration Régionale et de la Coopé-
ration au Développement

MAEIRCD-MAGAZINE

No 47 du 14 Août 2026

Le Président Ndayishimiye ouvre la 5^{ème} édition du Dialogue continental sur la Jeunesse, Paix et Sécurité



Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Évariste Ndayishimiye, également Président en exercice de l'Union Africaine et Champion de l'Union Africaine pour l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, a procédé, le lundi 10 août 2026, au Palais de Kiriri, à l'ouverture officielle de la 5^e édition du Dialogue continental sur l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité, élargi cette année à l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité autour du thème : « Eau, Paix et Leadership inclusif en Afrique : institutionnalisation du rôle stratégique des jeunes et des femmes

dans la prévention des conflits, la gestion des crises et la consolidation durable de la paix grâce à une gouvernance responsable des ressources ».

Dans son discours, le Chef de l'Etat Burundais a d'abord souhaité la bienvenue aux jeunes et aux différents participants avant de rappeler que la capitale burundaise a été consacrée Capitale africaine de la Jeunesse par la Décision 868 de la 37^e Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, qui a également institutionnalisé le Dialogue continental

Dans cette Edition:

page

Le Président Ndayishimiye ouvre la 5^{ème} édition du Dialogue continental sur la Jeunesse, Paix et Sécurité

1

OPDD : Audience accordée à la délégation de la CEEAC

4

Diplomatie : Signature de 14 Accords de Coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement du Burkina Faso

6

Renforcement de la coopération diplomatique entre le Burundi et le Burkina Faso

8

Contribution de l'EAC à la lutte contre la criminalité transfrontalière

8

Le Burundi et l'ONU renforcent leur coopération pour la stabilité régionale

9

Solidarité africaine : le Ministre Édouard BIZIMANA et le Groupe des Ambassadeurs Africains auprès des réfugiés congolais de Busuma

9

Consultation nationale sur la stratégie intégrée de gestion des ressources en eau de la CAE (2026-2035)

10

comme un rendez-vous annuel devant se tenir à Bujumbura.

Le Président Ndayishimiye a souligné que cette rencontre constitue une occasion de renforcer le dialogue, l'innovation et la mobilisation de la jeunesse africaine en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durable. Abordant la question de l'eau, le Président de la République a rappelé que l'Union Africaine a placé l'année 2026 sous le thème : « Assurer une disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 ». Il a ainsi souligné que l'accès à l'eau potable reste un défi pour des millions d'Africains, avec des conséquences particulièrement lourdes pour les femmes, les jeunes filles et les enfants qui parcourent parfois de longues distances pour s'approvisionner.

Selon le Chef de l'Etat, garantir un accès équitable à l'eau contribue à améliorer la santé publique, à favoriser l'éducation des jeunes filles, à renforcer l'autonomisation économique des femmes et à accroître la production agricole. Cependant, la rareté et la mauvaise gestion de cette ressource peuvent également devenir des facteurs de tensions entre États et entre communautés. Le Président Ndayishimiye a notamment évoqué les tensions liées au partage des ressources du bassin du Nil, ainsi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs autour de l'accès à l'eau et aux pâturages. Il a appelé à une gestion durable et inclusive des ressources hydriques, au renforcement de la coopération entre les États et à la mobilisation des investissements et de l'innovation afin de faire de l'eau un facteur de développement, de paix et de prospérité. Le deuxième axe du discours présidentiel a porté sur la consolidation de la paix et de la sécurité, présentée comme une condition indispensable au développement durable et à l'intégration du continent.

Le Chef de l'Etat Burundais a rappelé que l'objectif de l'Union Africaine de faire taire les armes demeure essentiel pour permettre la libre circulation des personnes, des biens et des services et favoriser la pleine réalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine. Pour lui, les conflits en Afrique trouvent leurs origines dans plusieurs facteurs, notamment la faiblesse des institutions et la mauvaise gouvernance, les facteurs économiques et la compétition autour des ressources, ainsi que certains effets de l'héritage colonial et des dynamiques géopolitiques.

Le Président Ndayishimiye a également attiré l'attention sur le chômage des jeunes, qui peut les rendre vulnérables au recrutement par des groupes armés. Il a en-

couragé les jeunes à privilégier l'entrepreneuriat et la création d'activités économiques, estimant que l'Afrique dispose encore d'importantes ressources et opportunités à valoriser. Il a, dans ce contexte, lancé un appel aux jeunes à se désengager de la violence et à devenir des acteurs de paix, de développement et de transformation du continent.

L'extension du Dialogue continental à l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité traduit, selon le Président, la volonté de renforcer la participation des femmes dans les processus de prévention et de résolution des conflits. Il a rappelé que les femmes sont souvent parmi les premières victimes des conflits, mais qu'elles jouent également un rôle important dans la prévention des violences et la consolidation de la paix, notamment au sein des familles et des communautés. Il a ainsi appelé à renforcer leur participation dans la vie politique et dans les processus de prise de décision. S'agissant de la jeunesse, il a insisté sur la nécessité de la considérer non plus comme une simple bénéficiaire des politiques publiques, mais comme un acteur stratégique de la transformation de l'Afrique.

Le Président Ndayishimiye a également plaidé pour un leadership inclusif, fondé sur la participation de toutes les composantes de la société. Il a insisté sur la nécessité d'associer davantage les jeunes, les femmes aux processus de prise de décision. Pour lui, le leadership doit être orienté vers le bien-être collectif et s'appuyer sur des valeurs africaines telles que l'unité, la solidarité et l'Ubuntu.

Selon le Chef de l'Etat, la gouvernance responsable des ressources constitue également un élément essentiel de la stabilité du continent. Les ressources naturelles de l'Afrique doivent être gérées de manière transparente, équitable et durable afin de lutter contre la « malédiction des ressources » et de les transformer en véritables moteurs du développement économique. Le Président de la République du Burundi a enfin appelé à renforcer les investissements dans l'éducation, les nouvelles technologies, la recherche, l'innovation et l'entrepreneuriat. Il a encouragé les jeunes à croire davantage en leurs capacités et à mettre leur créativité au service de la transformation du continent. Il a également cité plusieurs initiatives mises en œuvre au Burundi en faveur de l'autonomisation économique des jeunes et des femmes, notamment le Programme d'Autonomisation Economique et de création d'Emplois pour les Jeunes (PAEEJ), ainsi que les Banques d'investissement pour les jeunes et pour les femmes.

En clôturant son intervention, le Président Ndayishimiye a souhaité que les travaux de cette 5^e édition aboutissent à une feuille de route ambitieuse et réaliste, permettant de renforcer la contribution des jeunes et des femmes à la paix, à la sécurité et au

développement de l'Afrique. Il a appelé les participants à œuvrer pour une Afrique qui privilégie l'intégration, le dialogue, l'innovation et la paix, et où les jeunes et les femmes disposent pleinement des moyens de contribuer à la construction d'un continent prospère, intégré et pacifique. **(Présidence)**

Le Président Ndayishimiye a inauguré un projet de distribution d'eau potable



Le Président de la République du Burundi, Son Excellence Évariste Ndayishimiye, a inauguré le mardi 11 août 2026, plus de cent quatre-vingt (180) robinets publics d'eau potable aménagés par l'ONG AMAZI WATER dans les localités de Tenga et Rubirizi en province de Bujumbura. Cette réalisation vient renforcer les efforts en faveur de l'accès universel à l'eau potable et de l'amélioration des conditions de vie de la population. S'adressant à la population bénéficiaire, le Chef de l'Etat Burundais a exprimé sa gratitude à l'endroit de l'ONG AMAZI WATER pour cette initiative, tout en l'encourageant à poursuivre sur le même élan afin de contribuer davantage à l'amélioration de l'accès à l'eau potable au Burundi.

Le Président Ndayishimiye a rappelé que l'accès à une eau potable en quantité suffisante constitue un facteur essentiel de développement. Au-delà de la

satisfaction des besoins quotidiens, l'eau joue un rôle majeur dans l'hygiène, l'assainissement ainsi que dans la prévention et la lutte contre les maladies. Le projet repose sur un forage permettant actuellement de recueillir quelques 600.000 litres d'eau, distribués à travers un réseau de tuyaux long de 21 kilomètres; l'ambition étant d'augmenter progressivement cette capacité pour atteindre 3 millions de litres, avec l'objectif de desservir environ 120.000 personnes. Cette initiative constitue ainsi une contribution importante aux efforts visant à rapprocher l'eau potable des communautés et à réduire les difficultés liées à son accès.

Le Chef de l'Etat Burundais a également encouragé les populations des localités qui ne disposent pas encore d'eau potable à travailler en synergie et à prendre des initiatives, notamment en se mobilisant pour l'acquisition de pompes et de tuyaux. Ainsi ces efforts pourront ensuite être accompagnés par le nouveau service « Initiative Eau » de la Présidence de la République, mis en place pour soutenir les communautés dans leurs démarches d'accès à cette ressource essentielle.

Ce projet s'inscrit dans la vision du Président de la République du Burundi qui fait de l'accès à l'eau potable une priorité, en accord avec les priorités de l'Union Africaine, permettant une amélioration des conditions de vie de la population. Il a enfin rassuré que les efforts seront poursuivis afin que toutes les collines du Burundi puissent être approvisionnées en eau potable d'ici 2030. **(Présidence)**

Le Chef de l'Etat Burundais clôture le Dialogue Continental et célèbre avec les jeunes Inkerebutsi day



Le Chef de l'Etat Burundais, Son Excellence Évariste

Ndayishimiye, accompagné de la Première Dame du Burundi, Son Excellence Angeline Ndayishimiye, a rehaussé de sa présence, le mercredi 12 août 2026, au Jardin public, les cérémonies de clôture de la 5^{ème} édition du Dialogue Continental sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité en Afrique, couplée à l'Agenda

Femmes, Paix et Sécurité, ainsi que la célébration de la 4^{ème} édition d'Inkerebutsi Day. Des Hauts Responsables du pays, de l'Union Africaine et des partenaires au développement, aux côtés de nombreux jeunes venus du Burundi et de plusieurs pays africains, ont pris part à ces cérémonies.

Dans une ambiance festive, rythmée par la musique burundaise et portée par les acclamations du public, Inkerebutsi Day a mis à l'honneur le talent, la créativité et l'esprit entrepreneurial de la jeunesse burundaise. Parmi les dix projets finalistes, trois ont été distingués et récompensés par le Chef de l'Etat Burundais.

Le Projet qui est arrivé en première position et le projet d'hydroélectricité de Monsieur Bosco Nzisabira. Il a reçu 20 millions de francs burundais. Le club traditionnel Indangaburundi, classé en deuxième position, a reçu 15 millions de francs burundais. Le troisième était Dr Jackson Nsabyumva, un trophée pour son projet de production d'engrais à partir des déjections de lapins, a reçu 10 millions de francs burundais.

S'adressant à la jeunesse lors de son allocution de clôture, l'Ami des jeunes, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, a partagé un témoignage personnel, rappelant les conditions difficiles qu'il a connues au cours de son parcours. Il a invité les jeunes à travailler, à entreprendre et à unir ses forces pour combattre la pauvreté. Il l'a notamment exhortée à investir davantage dans

l'agriculture et l'élevage, rappelant que la clé du progrès réside dans le travail, l'entrepreneuriat et la création d'emplois.

Sur le plan continental, le Président en exercice de l'Union Africaine, a appelé la jeunesse africaine à s'éloigner des conflits et à devenir une génération d'ambassadeurs de la paix, engagés dans la lutte contre la pauvreté et les injustices. Il a insisté sur le rôle essentiel des jeunes et des femmes, qui doivent être considérés comme des architectes de la paix et non de simples bénéficiaires.

La 5^{ème} édition du Dialogue Continental concrétise ainsi l'engagement pris par le Président Ndayishimiye dans son discours d'acceptation de la présidence de l'Union Africaine, notamment en faveur du renforcement de la complémentarité entre les agendas Jeunesse, Paix et Sécurité et Femmes, Paix et Sécurité.

Le Président Ndayishimiye a enfin appelé à la mise en place de mécanismes permettant de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des engagements pris, afin de les traduire en actions concrètes. Après avoir remercié tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce grand rendez-vous, il a invité les participants à faire vivre cet agenda dans leurs pays respectifs. Il a conclu que l'Afrique a besoin d'une jeunesse debout, engagée et responsable, capable de prendre son destin en main et de bâtir l'Afrique que nous voulons. **(Présidence)**

OPDD : Audience accordée à la délégation de la CEEAC



Le mercredi 12 août 2026, en province de Bujumbura, la Première Dame du Burundi, Son Excellence Angeline Ndayishimiye, a reçu en audience une Haute délégation de la Communauté Econo-

mique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) venue s'imprégner des activités humanitaires de sa fondation « Bonne Action Umugiraneza ». Elle a été sollicitée le parrainage d'un grand rassemblement de femmes entrepreneures de la région pour visiter l'hôpital offrant des soins ophtalmologiques gratuits. De son côté, le Président de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale et Chef de la délégation Dr Ezéchiel Nibigira, a exprimé son admiration face aux réalisations constatées sur place. Il a souligné qu'en redonnant la santé aux citoyens, ces initiatives constituent un honneur non seulement pour le Burundi, mais pour toute la région. Dr Nibigira a lancé un appel vibrant à toute la région, à la population burundaise, à la CEEAC ainsi qu'à la communauté internationale, les invitant à soutenir les actions de la fondation Bonne Action Umugiraneza. Il a souligné le rôle essentiel de cette organisation qui mène des œuvres nobles et salutaires, axées sur la

préservation de la santé humaine véritable socle de tout développement.

Clôturent les échanges, la Commissaire de la Communauté Economique de l'Afrique Centrale en charge de la promotion du genre, du développement humain et de la santé, Madame Nelly Banaken Eleme, s'est exprimée au nom de toute la délégation pour adresser de chaleureux remerciements. Elle a félicité la Première Dame du Burundi, ainsi que le Gouvernement du Burundi, pour toutes les actions accomplies en faveur de la santé et du bien-être général de la population. » Souli-

gnant l'impact direct des soins ophtalmologiques gratuits sur le quotidien des bénéficiaires, elle a rappelé que « la vue, c'est la vie », justifiant ainsi les encouragements appuyés de la CEEAC envers ces opérations redonnant l'espoir aux personnes âgées. S'exprimant sous le couvert du Président de l'Institution, Madame Banaken a conclu en assurant avec gratitude que la Première Dame du Burundi peut compter sur un accompagnement pérenne de la CEEAC pour soutenir toutes les initiatives futures dédiées à la santé des Burundais et de l'ensemble des peuples africains. **(Le Renouveau)**

Séance plénière : les députés examinent l'évolution des indicateurs économiques du pays



Sous l'égide du Premier Vice-Président de l'Assemblée nationale, Honorable Fabrice Nkurunziza, l'Assemblée nationale a tenu, le lundi 10 août 2026, une séance plénière consacrée à l'examen de plusieurs rapports de la Banque de la République du Burundi (BRB) portant sur les indicateurs de conjoncture économique. Les rapports analysés ont mis en évidence les performances et les défis enregistrés dans différents secteurs de l'économie nationale, notamment la production agricole et industrielle, le commerce extérieur, les finances publiques, le secteur monétaire et le secteur bancaire. Le premier rapport présenté était celui portant sur l'analyse des rapports de la Banque de la République du Burundi relatifs aux indicateurs de conjoncture des mois d'octobre et de décembre 2025.

Le rapport a été présenté par le député Célestin Niyonsaba, président de la commission permanente chargée de la bonne gouvernance et de la privatisation. Ce rapport présente l'évolution de la production, des prix, du commerce extérieur, du taux de change, des finances publiques, du secteur monétaire, des

taux d'intérêt ainsi que des indicateurs de solidité du secteur bancaire. Il ressort de l'analyse que la production du café et du thé a connu une hausse au cours des périodes considérées. Toutefois, la production industrielle a enregistré une baisse, notamment en raison des contre-performances observées dans les industries chimiques.

Le Président de la Commission Permanente des Affaires Politiques, Administratives, des Relations Extérieures et de la Communauté Est-Africaine Honorable Ernest Niyokindi, a ensuite présenté le rapport d'analyse du document de la BRB sur les indicateurs de conjoncture à fin janvier 2026. Ce rapport porte notamment sur l'évolution de la production, des prix, du commerce extérieur, des finances publiques, de la monnaie, des taux de change et d'intérêt ainsi que du secteur bancaire. Selon les conclusions de la commission, la production du café et du thé à fin janvier 2026 a enregistré une baisse par rapport à la situation observée à la même période de l'année précédente. Le Vice-Président de la Commission Permanente chargée de l'Education, de la Jeunesse, des Sports et Loisirs, de la Culture et de la Communication Monsieur Pacifique Ndiokubwayob, a présenté l'analyse de la note de la BRB relative aux indicateurs de conjoncture économique à fin février 2026. Il a indiqué que la commission s'était réunie les 15, 17 et 18 juin 2026 pour analyser cette note, qui établit une comparaison de la situation économique et financière du Burundi entre février 2025 et février 2026.

Concernant la filière théicole, la note de la BRB fait état d'une baisse de la production de thé en feuilles

vertes de l'Office du thé du Burundi (OTB). Les prévisions de production n'ont pas été atteintes, notamment à cause de l'insuffisance de la main-d'œuvre pour la cueillette dans les différentes usines. La commission relève également le désintéressement de certains théiculteurs, dont certains ont abandonné ou déraciné leurs plantations de thé. Face à cette situation, la commission recommande au Gouvernement de renforcer la mécanisation du secteur agricole dans la filière théicole et de prendre des mesures d'encouragement en faveur des

théiculteurs, à l'image de celles prises en faveur des caféiculteurs.

Ainsi, Honorable Nkurunziza a indiqué que l'examen de ces rapports permet aux députés de mieux comprendre la situation des différents secteurs de l'économie nationale. Il a souligné que les députés ont adopté le calendrier des activités de la commission parlementaire élaboré, le vendredi 7 août 2026, par le bureau élargi de l'Assemblée nationale. **(Le Renouveau)**

La Primature rencontre les cadres provinciaux et communaux de la Province de Bujumbura



La Primature a organisé une réunion de deux (2) jours à l'intention des cadres provinciaux et communaux de la circonscription de la province de Bujumbura, lesquels sont des acteurs de développement communautaire dans le rapprochement des services aux citoyens.

Cette réunion s'est tenue du 10 au 11 août 2026, visait à amener ces derniers à s'imprégner pleinement des outils des greniers publics, sur les réformes de décentralisation et le budget programme.

Le Chef Adjoint de cabinet à la Primature Monsieur Frédéric Nimubona, dans son mot de circonstance, a indiqué que cette réunion concerne les cadres au niveau provincial et au niveau des communes directement impliqués dans la gestion des greniers publics. A la suite de la promulgation de la loi des finances, il est sorti aussi deux décrets qui montrent les rôles hiérarchiquement de tout un chacun au niveau des provinces et des directions et au niveau central. Il a ajouté qu'il y a le décret qui montre les nouvelles fonctions du Fonds national d'investissement communal (FONIC). L'objectif de la réunion était de pousser les participants à maîtriser ces documents, ces décrets ainsi que les différents outils annexés à cette acquisition. Les participants doivent maîtriser ces décrets ainsi que les différents outils impliqués dans la bonne gestion de finances publiques. Monsieur Nimubona a exhorté ces grands acteurs au développement local à mieux suivre et à poser des questions pour lever toute équivoque afin que, une fois retournés au niveau communal et provincial, ils puissent mettre en œuvre la bonne gestion des fonds publics et faciliter la mise en œuvre des activités publiques. **(Le Renouveau)**

Diplomatie : Signature de 14 Accords de Coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement du Burkina Faso



Dans le cadre du renforcement des liens d'amitié et de coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement du Burkina Faso,

la Première Session de la Grande Commission Mixte de Coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement du Burkina Faso a été organisée, à Bujumbura, du 10 au 13 août 2026.

En prélude à la session ministérielle, la réunion des experts s'est tenue du 10 au 12 août 2026 à Bujumbura. Durant trois jours de travaux, les experts conduits par Camarade Ambassadeur Hermann Yirigouin TOE, Secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères et Chef de la délégation des experts du Burkina Faso et Maître Ancile NTAKABURIMVO, Directeur général Res-

ponsable du Programme Défense des intérêts du Burundi et des burundais à l'international et Cheffe de la délégation des experts burundais, ont examiné avec rigueur et clairvoyance les nombreuses possibilités de coopération entre le Burundi et le Burkina Faso dans les secteurs aussi stratégiques que l'agriculture et l'élevage, la sécurité, la protection civile, le transport aérien, l'enseignement supérieur et la recherche, la santé, la formation professionnelle et technique, la jeunesse, l'emploi, le travail et la protection sociale, les sports ainsi que la prévention et la gestion des catastrophes et des crises humanitaires.

La réunion ministérielle s'est tenue le 13 août 2026 à Bujumbura, sous la coprésidence de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Edouard BIZIMANA, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement de la République du Burundi, et de Son Excellence le Camarade Karamoko Jean Marie TRAORE, Ministre des Affaires Etrangères du Burkina Faso.



A l'ouverture de la séance ministérielle, au nom de Son Excellence le Camarade Capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso, Chef de l'Etat, le Camarade Karamoko Jean Marie TRAORE, Ministre des Affaires Etrangères du Burkina Faso, a adressé ses chaleureuses félicitations à Son Excellence Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE, Président de la République du Burundi, ainsi qu'au Peuple burundais, pour l'organisation réussie de la 5^{ème} édition du Dialogue continental sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité. Il a indiqué que la Commission Mixte n'est pas une simple formalité diplomatique mais que c'est un outil de gouvernance de la coopération, l'instance où l'intention politique de deux Chefs d'Etat se transforme en

programmes concrets, en projets mesurables, en résultats tangibles pour les populations burundaises et burkinabè.

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Edouard BIZIMANA, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement de la République du Burundi, a rendu hommage à Son Excellence le Camarade Capitaine Ibrahim TRAORE, Président du Faso, Chef de l'Etat, pour son leadership et son engagement constant en faveur d'une Afrique souveraine et prospère, ainsi que pour la lutte contre le terrorisme. Il a également salué les initiatives engagées sous son leadership en faveur du développement socio-économique du Burkina Faso, de la paix et de la sécurité.

A l'occasion de cette première session, les deux Chefs de délégation ont procédé à la signature de quatorze (14) instruments juridiques couvrant les domaines de la diplomatie, de l'agriculture, de la sécurité, de la jeunesse et des sports, de l'enseignement supérieur, de la protection civile, de la santé, de la mobilité, de l'emploi, du travail, de la protection sociale, de l'enseignement et la formation techniques et professionnels, de la prévention des risques et gestion des catastrophes.



La Partie burundaise a soumis deux (02) projets de Mémoire d'Entente entre le Gouvernement de la République

du Burundi et le Gouvernement du Burkina Faso dans les domaines des mines et de l'énergie.

Signalons que Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'Accord Général de Coopération entre le Gouvernement du Burkina Faso et le Gouvernement du Burundi, signé le 12 décembre 1997 à Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso, la deuxième session de la Grande Commission Mixte de Coopération entre la République du Burundi et le Burkina Faso se tiendra au Burkina Faso en 2028, à une date qui sera fixée d'un commun accord par voie diplomatique. (MAEIRCD)

Renforcement de la coopération diplomatique entre le Burundi et le Burkina Faso



Le 12 août 2026, à Bujumbura, Son Excellence l'Ambassadeur Édouard Bizimana, Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a reçu en audience Son Homologue burkinabè, Monsieur Karamoko Jean Marie Traoré, Ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, en visite de courtoisie.

Le Ministre Édouard Bizimana a exprimé ses vifs remerciements à son Homologue pour avoir effectué ce déplacement, lequel s'inscrit dans la continuité des recommandations issues de la récente visite d'État effectuée par Son Excellence le Président du Burundi, Président en exercice de l'Union africaine, et le Président du Burkina Faso. Les échanges ont porté sur des sujets d'intérêt commun, notamment le renforcement des relations bilatérales et diplomatiques entre les deux pays. Cette visite s'inscrit également dans le cadre des travaux de la Commission mixte de coopération, dont les conclusions seront sanctionnées par la signature d'accords de coopération le jeudi 13 août 2026, à Bujumbura, à l'Hôtel Best Outlook. Les deux autorités ont réaffirmé leur volonté partagée de consolider les excellentes relations d'amitié et de coopération existant entre le Burundi et le Burkina Faso. Appréciant la nature des projets d'accords en

cours de finalisation, les deux Ministres ont convenu de veiller à leur mise en œuvre effective afin d'assurer des bénéfices mutuels pour les deux pays. Prenant la parole, le Ministre Karamoko Jean Marie Traoré a salué l'engagement de son Homologue burundais dans la mise en œuvre de la politique nationale, sous le leadership éclairé de Son Excellence le Président du Burundi et Président de l'Union africaine. Il a également rendu hommage à la politique du Chef de l'État burundais en faveur de la jeunesse et de la femme, tant au niveau national que continental, ainsi qu'à son attachement à la promotion de la coopération Sud Sud et de l'unité au sein de l'Union africaine. Le Ministre Traoré a enfin exprimé sa gratitude pour l'invitation officielle adressée au Président du Burkina Faso pour une prochaine visite d'État au Burundi.

Pour sa part, l'Ambassadeur Édouard Bizimana a sollicité le soutien du Burkina Faso dans le cadre des actions diplomatiques visant à convaincre le Mali et le Niger de se conformer aux règles et normes de l'Union africaine, afin de renforcer la cohésion régionale. Il a réaffirmé que le Burundi continuera à consolider les acquis de la coopération bilatérale burundo burkinabè, en œuvrant conjointement à la lutte contre la pauvreté et l'insécurité. (MAEIRCD)

Contribution de l'EAC à la lutte contre la criminalité transfrontalière



Le mercredi 12 août 2026, à Bujumbura, Son Excellence l'Ambassadeur Édouard Bizimana, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a présidé la cérémonie officielle de remise et reprise d'un don composé de deux véhicules de type Toyota Hilux, offert par le Secrétariat général de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), représenté par Son Excel-

lence l'Ambassadeur Stephen Patrick Mbundi, Secrétaire Général de l'Organisation.

Ces véhicules sont destinés au Ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, représenté à cette occasion par le Ministre, Honorable Léonidas Ndaruzaniye.

Dans son allocution, le Ministre Édouard Bizimana a exprimé, au nom du Gouvernement du Burundi, sa profonde gratitude pour ce don, soulignant qu'il contribuera de manière significative à la lutte contre la criminalité transfrontalière.

Prenant la parole, le Secrétaire général de l'EAC a rappelé l'importance stratégique de cet appui, précisant que le Secrétariat entend, à travers ce geste, renforcer les relations avec le Burundi tout en apportant une réponse concrète aux défis sécuritaires observés aux frontières. Il a mis en exergue les objectifs poursuivis : consolider la

sécurité, faciliter la mobilité des biens et des services, promouvoir le tourisme transfrontalier, encourager l'intégration régionale et fluidifier les échanges. Il a conclu en affirmant que « là où règnent la paix et la sécurité, le développement devient inévitable et incontournable ».

À son tour, l'Honorable Léonidas Ndaruzaniye a

exprimé ses remerciements au Secrétariat de l'EAC pour cet appui indispensable dans le domaine de la sécurité publique. Il a assuré que ces véhicules seront utilisés conformément à leur mission et dans le strict respect du principe de bonne gestion de la chose publique. **(MAEIRCD)**

Le Burundi et l'ONU renforcent leur coopération pour la stabilité régionale



Le 13 août 2026, Son Excellence Monsieur Edouard BIZIMANA, Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a reçu en audience Monsieur Huang

Xia, Envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs.

Les échanges ont porté sur plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs, particulièrement dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), ainsi que les efforts visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la région. Au début de l'entretien, Monsieur Huang Xia a félicité le Burundi pour l'organisation et la réussite de la 5^e édition du Dialogue continental sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité et des Femmes, la Paix et la Sécurité en Afrique, tenue à Bujumbura du 10 au 12 août 2026. Il a également salué l'engagement du Burundi en faveur de l'initiative « Faire taire les armes », ainsi que l'importance accordée à la jeunesse et au rôle des femmes dans le développement, la prévention des conflits et la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent africain. S'intéressant à l'évolution récente de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC, Monsieur

Huang Xia a sollicité l'appréciation du Ministre sur les derniers développements. En réponse, Son Excellence Monsieur le Ministre Edouard BIZIMANA a indiqué que la situation sécuritaire continue de se détériorer, notamment avec la poursuite de l'occupation de plusieurs territoires par le M23 et ses alliés. Cette situation entraîne également une aggravation de la crise humanitaire et des souffrances imposées aux populations civiles.

Le Ministre a souligné que la recherche d'une solution durable passe nécessairement par la mise en œuvre effective et l'opérationnalisation des accords et engagements déjà signés, en vue de parvenir à une paix durable et de rétablir la sécurité en RDC. Il a, par ailleurs, fait savoir que le M23 et ses alliés entretiennent des liens avec des groupes armés burundais, ce qui constitue une source de préoccupation pour la sécurité et la stabilité du Burundi et de l'ensemble de la région.

Abordant enfin le rôle du Burundi dans la recherche d'une solution à la crise en RDC, Son Excellence Monsieur le Ministre a précisé que le dialogue doit rester avant tout un dialogue entre les Congolais eux-mêmes. Le Burundi, a-t-il expliqué, ne fait qu'appuyer et faciliter les efforts de dialogue et de recherche de solutions pacifiques, dans un esprit de solidarité régionale et de promotion de la paix. **(MAEIRCD)**

Solidarité africaine : le Ministre Édouard BIZIMANA et le Groupe des Ambassadeurs Africains auprès des réfugiés congolais de Busuma



Le 14 août 2026, le Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Régionale et de la

Coopération au Développement, S.E. l'Ambassadeur Édouard BIZIMANA avec le Groupe des Ambassadeurs Africains accrédités au Burundi, ont effectué une visite de solidarité au site des réfugiés congolais de Busuma, en province de Buhumuza. La délégation était accompagnée du Représentant du HCR au Burundi, Mme Brigitte MUKANGA-ENO. Cette visite avait pour objectif de constater les conditions de vie des

réfugiés ayant fui les conflits dans l'Est de la République Démocratique du Congo, de leur témoigner le soutien et la solidarité des pays Africains, ainsi que de leur apporter un message d'espoir. A cette occasion, le Groupe des Ambassadeurs Africains accrédités au Burundi a remis une assistance humanitaire d'une valeur de 50 millions de francs burundais, fruit d'une collecte organisée par les missions diplomatiques Africaines présentes au Burundi.

Concernant le retour volontaire des réfugiés, le Représentant du HCR au Burundi a indiqué qu'une réunion tripartite réunissant le Burundi, la République Démocratique du Congo et le HCR, tenue récemment à Kinshasa, avait convenu de faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés, dans le strict respect des conditions de sécurité. Elle a précisé qu'environ 1 000 réfugiés sont rapatriés chaque semaine, tout en veillant à ce que les zones de retour offrent des garanties suffisantes de sécurité et de stabilité.



De son côté, S.E. l'Ambassadeur Édouard BIZIMANA a vivement remercié le Groupe des Ambassadeurs Afri-

cains ont pour ce geste de solidarité. S'adressant aux réfugiés, il leur a déclaré en swahili : « Tuko hapa kwa sababu tunawapenda. » (Nous sommes ici parce que nous vous aimons.) Le Ministre a rappelé que ce n'était pas la première visite effectuée dans ce camp et que le Gouvernement du Burundi demeurait conscient des conditions difficiles dans lesquelles vivent les réfugiés. Il a ajouté que, malgré son importance, l'aide apportée ne pourra jamais être suffisante, soulignant que la véritable solution réside dans le rétablissement de la paix en République Démocratique du Congo. « Ce que nous apportons aujourd'hui est important, mais la véritable solution est que la RDC retrouve la paix », a-t-il insisté. Le Ministre a également réaffirmé que le Burundi continuera à soutenir toutes les initiatives régionales et internationales visant à restaurer une paix durable en République Démocratique du Congo.

Prenant la parole au nom du Groupe des Ambassadeurs Africains, l'Ambassadeur du Kenya au Burundi, SE Henry WAMBUMA, a indiqué que cette visite incarnait les valeurs Africaines d'unité, de compassion, de dignité et d'Ubuntu. Il a précisé que cette initiative s'inscrivait dans le prolongement des activités marquant la célébration de l'Unité africaine. « Notre présence ici est un message : Vous n'êtes pas oubliés. » Il a rappelé que l'assistance offerte, d'une valeur de 50 millions de francs burundais, témoignait de la solidarité des peuples Africains d'envers leurs frères et sœurs en détresse.

Dans les différentes allocutions prononcées, les intervenants ont exprimé leur profonde préoccupation face aux conditions dans lesquelles vivent les réfugiés et ont souligné l'urgence d'une mobilisation accrue de la communauté internationale afin de répondre à leurs besoins humanitaires. (MAEIRCD)

Consultation nationale sur la stratégie intégrée de gestion des ressources en eau de la CAE (2026-2035)



Le mercredi 12 août 2026, à Bujumbura, Monsieur Séverin Mbarubukeye, Secrétaire Permanent en charge des

Affaires de la Communauté d'Afrique de l'Est au Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, a procédé à l'ouverture officielle de la réunion nationale de consultation sur le projet de stratégie intégrée de gestion des ressources en eau de la Communauté d'Afrique de l'Est (2026-2035) et son plan d'action.

Organisée sur trois jours, cette rencontre vise à recueillir les contributions techniques des parties prenantes nationales afin d'élaborer un instrument politique régional des-

tiné à promouvoir une gestion durable, coordonnée et intégrée des ressources en eau. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 111 (2) (d) du Traité instituant la Communauté d'Afrique de l'Est, qui engage les États partenaires à coopérer pour la gestion durable des ressources naturelles partagées. L'eau, fondement de la vie et du développement, soutient l'agriculture, l'énergie, l'industrie, la biodiversité, la santé publique et les moyens de subsistance de millions d'habitants. Cependant, la région est confrontée à des défis croissants : changement climatique, croissance démographique rapide, dégradation des bassins versants, pollution, pressions sur la demande en eau, ainsi que les impacts récurrents des inondations et des sécheresses. Ces enjeux exigent une coopération régionale renforcée et des réponses coordonnées.

Cette consultation nationale revêt une importance particulière, car elle intervient alors que le Burundi assure la présidence de l'Union africaine, sous le thème de l'année 2026 : « Garantir la disponibilité durable de l'eau et des systèmes d'assainissement sûrs pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2063 ». La validation de cette stratégie régionale contribuera directement à la réalisation de cette priorité continentale, en favorisant une gouvernance du-

nable de l'eau, en renforçant la coopération sur les ressources partagées et en améliorant la résilience face au changement climatique.

Le Gouvernement du Burundi demeure pleinement engagé dans la mise en œuvre des projets et programmes de la CAE visant à renforcer l'intégration régionale et le



développement durable. À cet effet, il a déjà adopté plusieurs instruments juridiques et politiques, dont la Politique nationale de l'eau, la Stratégie nationale de l'eau, le Code de l'eau, la Politique et la Stratégie nationales d'assainissement, ainsi que des programmes tels que « PROSECEAU » et « PAEPA – Amazi Iwacu », en plus d'initiatives d'adaptation au changement climatique. (MAEIRCD)

Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi